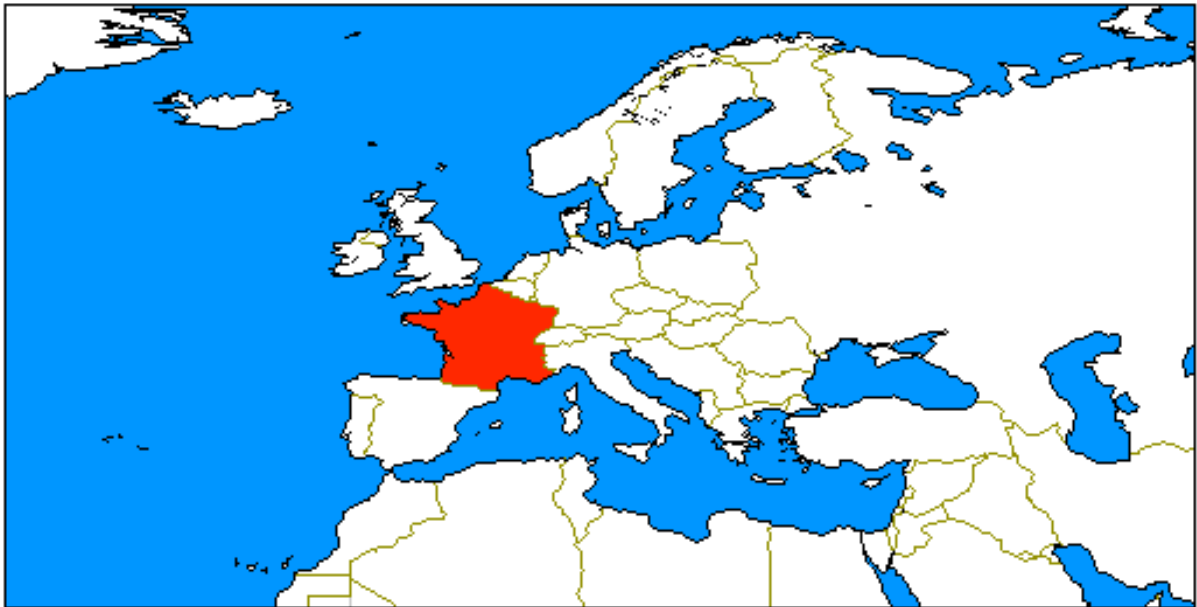
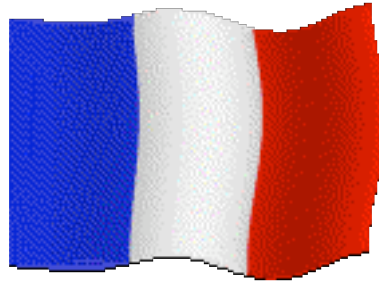


## La FRANCE



**« L'homme malade de l'Europe » ?**

### **Documents annexes :**

**Les retraites**

**L'immigration**

**L'armée française**

## **Diagnostic OCDE**

Le déficit budgétaire et la remontée du chômage freinent les dépenses de consommation, mais l'investissement des entreprises qui bénéficie de la baisse des taux d'intérêt et de l'assainissement des bilans pourrait tirer la croissance. Les exportations, poussées par l'expansion asiatique, pourraient se maintenir. Si la croissance 2002 s'est limitée à un modeste 1,5 %, celle de 2003-2005 est espérée supérieure à 2 %.

La vigueur de la reprise dépendra aussi de l'impact de la détente monétaire sur la consommation et de l'investissement privé. Comment faire revenir la confiance ? Beaucoup de commentateurs préconisent une baisse significative de l'impôt sur le revenu, car le niveau des prélèvements et la progressivité très forte de l'IRPP décourage les classes moyennes.

Il est malheureusement possible de faire une prospective plus pessimiste : faute d'avoir pu ou voulu réformer à temps les entreprises publiques et le régime de Sécurité Sociale, les gouvernements de la Vème république ont dû constamment augmenter les prélèvements. Le niveau atteint par ceux-ci aujourd'hui paralyse le système économique.

Comment faire admettre au corps social un impératif de réforme alors que les jeunes Français aspirent à entrer dans la fonction publique ? Le chemin du possible semble bien étroit.

### **Les grandes entreprises industrielles**

La France compte 3,4 millions d'entreprises et trois millions d'entre-elles emploient moins de 10 salariés. 175 000 entreprises ont un effectif de 10 à 50 salariés, 31 000 utilisent de 50 à 200 salariés et 6 000 emploient de 200 à 5 000 salariés. En 1993, 220 000 entreprises ont été créées mais les 3/4 sans salarié.

*L'Expansion*, dans une étude des 1 000 premières sociétés françaises, constatait que le secteur agroalimentaire arrivait en tête avec 212 entreprises, suivi de la chimie-pharmacie-plastique (209 entreprises), de la mécanique (122 entreprises), et de l'électronique (85).

Ces 1 000 entreprises emploient quatre millions de salariés.

## La croissance excessive du secteur des services

Certains commentateurs semblent convaincus que la France dispose de gisements d'emplois non exploités dans les services, gisements susceptibles de résoudre certains problèmes de chômage. Qu'en est-il en réalité ?

Le secteur tertiaire représente près de 70 % du PIB, et 67 % de la population active contre 58 % en 1980 : en 13 ans, les secteurs productifs ont vu ainsi leur population diminuer de 1 800 000 personnes. Un transfert d'une telle importance pourrait être justifié par le progrès technique, si l'on constatait des évolutions identiques dans les pays voisins à niveau de développement comparable. Ce n'est pas le cas : l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie comptent moins de 60 % de la population active dans le secteur tertiaire.

L'effet négatif de cette dérive est double :

- il pèse sur le secteur productif qui supporte des charges excessives induisant une course à une productivité génératrice de chômage;
- il accentue les risques de délocalisation.

Le coût de cette inflation des services peut se mesurer en comparant le niveau des prélèvements français par rapport à celui des autres pays développés. Ces prélèvements étant de 5 points supérieurs à la moyenne de l'OCDE, l'écart représente plus de 100 milliards d'Euro.

Dans de telles conditions, pourquoi préconiser l'accentuation des dérives actuelles comme remède au chômage ? Maintenir de façon artificielle des sureffectifs, ou créer des emplois factices, ne fera que réduire les chances de reprise. On ne crée pas d'économie artificielle sans tomber dans une faillite à la Soviétique. Les exemples d'économies prospères sans chômage important existent, il suffit de les étudier et de s'en inspirer : la Suisse et l'Allemagne en Europe, le Japon en Asie et même en partie les USA.

L'utopie à la française continue malheureusement de trouver des disciples.

Le PIB du Suisse atteint 34 400 \$ contre 23 200 \$ pour le Français. Le défi relevé des "*terres arides*" entraîne pour notre voisin un niveau de vie de 50 % supérieur au nôtre : étudier la recette helvétique, voilà le genre de débat que l'on aimerait voir s'engager, en ne perdant jamais de vue que la France ne représente que 2,5 % du PIB mondial et notre industrie la moitié de celle de l'Allemagne. Un tel pragmatisme est-il envisageable ?

## Les effets pervers de la dette publique

Schumpeter soulignait dès 1918 les conséquences néfastes du déséquilibre des finances de l'État : pour lui, la fiscalité a été l'institution qui a entraîné les autres institutions dans son sillage en restant la cause permanente des changements sociaux et souvent même des révolutions. Une croissance équilibrée exige la maîtrise des dépenses publiques alors que leur explosion dans les pays européens s'installe comme la cause dominante de la crise structurelle que traverse le continent.

Les déficits sont devenus une cause du déséquilibre croissant entre les demandes d'interventions faites aux pouvoirs publics, le montant de la matière imposable et les capacités contributives des citoyens. Les fameux acquis sociaux s'empilent les uns sur les autres alors que la matière taxable fond comme une peau de chagrin devant l'internationalisation croissante de l'économie. Le capital reste peu taxé alors que l'outil de production, le travail et la consommation subissent une pression fiscale croissante.

Le déficit des finances publiques, longtemps raisonnable, a explosé. Atteignant souvent plus de 3 % du PIB, il gonfle une dette représentant 65 % de la richesse nationale, ce qui réclame pour les charges d'intérêt une ligne budgétaire dépassant 40 milliards d'Euro. Cette limite de 3 % de déficit budgétaire (prescrite par Maastricht), apparaît comme intolérable aux politiques,... mais indispensable aux milieux financiers internationaux qui doutent de la capacité française à restaurer ses finances sans retour à l'inflation.

Ce constat participe à la fragilité du marché obligataire français et à la hausse des taux longs qui intègrent une prime de risque. Il faudrait en effet réduire les dépenses de biens publics consommés par la masse des électeurs et rogner les retraites par répartition pour tenir compte des déséquilibres démographiques à venir : le marché doute de la volonté politique de mettre en œuvre des réformes profondes visant à réduire le poids des prélèvements. La corrélation entre prélèvements et chômage se révèle incontournable, puisqu'il faut deux fois moins de croissance aux USA et au Japon pour créer des emplois qu'en France.

Certains acquis finissent par se retourner contre le corps social et en particulier contre les plus démunis. Il n'est pas possible de réclamer à la fois la baisse des taux longs et le maintien des déficits publics à leur niveau actuel. A vouloir une chose et son contraire, on perd sur les deux tableaux : les grands équilibres tant décriés définissent toujours les conditions nécessaires au maintien d'une expansion équilibrée assurant elle-même le plein-emploi.

La campagne du référendum sur la Constitution européenne est significative du malaise français : les électeurs voudraient l'Europe comme bouée de sauvetage tout en la rendant responsable de leurs difficultés. Ils sont persuadés que notre organisation sociale doit être reconnue comme un modèle. Comment est-ce possible alors que nous conjuguons des records de chômage, de déficits et de prélèvements ? Qui admettra que l'Euro nous a déjà évité plusieurs dévaluations.

## Historique

Vème siècle : les Francs se rendent maîtres de la plus grande partie du pays.

768 : la dynastie Carolingienne succède à la dynastie Mérovingienne.

987-1328 : les Capétiens gouvernent la France.

1328-1589 : la couronne passe aux Valois.

1589 : avec Henri IV, les Bourbons succèdent aux Valois.

1643-1715 : règne de Louis XIV.

1789-1793 : révolution française.

1799-1815 : sous le Consulat, puis sous l'Empire, Napoléon Bonaparte gouverne le pays et tente de conquérir l'Europe. Le rêve s'arrête à Waterloo.

1815-1848 : restauration de la royauté. Règnes de Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe.

1848-1851 : la IIème République est proclamée.

1852-1870 : règne de l'empereur Napoléon III.

1870-1871 : guerre contre la Prusse. Défaite de Sedan et chute de l'Empire.

1875 : la IIIème République est proclamée.

1914 : l'attentat de Sarajevo déclenche la première guerre mondiale;

1914-1918 : cette première guerre mondiale s'achève par une victoire de la France et de ses alliés. Le traité de Versailles démantèle les Empires autrichiens et ottoman, humilie l'Allemagne.

1929-1936 : le pays connaît une période de crise économique et d'instabilité politique.

1936 : le front populaire remporte les élections. Hitler et le nazisme menacent.

1938 : accords de Munich entre Hitler, Daladier et Chamberlain acceptant l'annexion de la Tchécoslovaquie.

1939 : la deuxième guerre mondiale éclate à la suite de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne et la Russie.

1939-1940 : la "drôle de guerre" aboutit à la défaite de 1940 et à l'occupation du territoire français par les Allemands.

1940 : l'armistice est signé alors que le maréchal Pétain obtient les pleins pouvoirs et que le général de Gaulle lance, depuis Londres, un appel à la résistance.

1940-1944 : la résistance se développe alors que l'armée allemande subit des revers croissants sur tous les fronts à partir de 1942.

1944 : les forces alliées débarquent en Normandie.

1945 : la France est libérée. Le général de Gaulle est élu chef du gouvernement mais il démissionne l'année suivante.

1945-1946 : la quatrième République est proclamée. Nombreuses nationalisations.

1946 : les Français débarquent au Tonkin. C'est le début de la guerre d'Indochine.

1947-1952 : instabilité ministérielle.

1952 : l'agitation se développe en Tunisie puis au Maroc.

1954 : la chute de Dien Bien Phû marque la fin de la guerre d'Indochine négociée par P. Mendés France. Les opérations de pacification s'intensifient en Algérie à partir de 1954.

1955 : le Maroc devient officiellement indépendant.

1956 : l'échec de l'expédition franco-anglaise de Suez marque la perte d'influence des puissances européennes. La Tunisie acquiert l'indépendance.

1957 : la France signe le traité de Rome qui institue le Marché commun.

1958 : un coup d'Etat militaire à Alger ramène le général de Gaulle au pouvoir. Une nouvelle constitution, marquant le début de la Vème République, est adoptée par référendum. De Gaulle devient président de la République en 1959.

1962 : l'Algérie devient officiellement indépendante. Un référendum approuve l'élection du président de la République au suffrage universel.

1968 : la France connaît une grave crise sociale marquée par l'agitation estudiantine et ouvrière.

1969 : l'échec du référendum sur les régions et le Sénat provoque la démission du général de Gaulle. Georges Pompidou lui succède.

1969-1973 : période d'expansion industrielle et commerciale.

1974 : Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République après la mort de Pompidou.

1981 : élection de François Mitterrand à la présidence.

1984 : les ministres communistes se retirent du gouvernement.

1986-1988 : Jacques Chirac assure les fonctions de Premier ministre.

1988 : réélection de Mitterrand qui nomme Michel Rocard Premier ministre.

1991 : Edith Cresson succède à Michel Rocard.

1992 : Pierre Bérégovoy lui succède à la tête du gouvernement.

1993 : très large succès de la droite aux législatives : Edouard Balladur est nommé Premier ministre.

1995 : élection de J. Chirac à la présidence de la République.

1997 : élections législatives remportées par la coalition PS, Verts, PC. Lionel Jospin nommé Premier ministre conduit une majorité plurielle (socialistes, communistes, verts, radicaux). L'assemblée institue la semaine de 35 heures.

2002 : élections présidentielles voyant un duel inattendu entre Chirac et Le Pen. Jean Pierre Raffarin est nommé Premier ministre.

2005 : référendum sur la Constitution européenne. Le non l'emporte avec 54,5 % des suffrages. Dominique de Villepin est nommé Premier ministre.

L'hospitalisation de J. Chirac, victime d'une légère attaque cérébrale, lance la course à l'Elysée de 2007 ; à droite comme à gauche : Villepin, Sarkozy, Fabius, Strauss-Kahn, Bayrou, etc...

## Géographie

Superficie : 551 602 km<sup>2</sup>. Population : 61,5 millions d'habitants. Densité : 106 hab/km<sup>2</sup>.

	<b>Agglomérations</b>	<b>Villes</b>
Paris (capitale)	9 000 000 habitants.	2 100 000 habitants.
Lyon	1 200 000	415 000
Marseille	1 087 000	800 000
Lille	950 000	360 000
Bordeaux	685 000	210 000

Hautes montagnes : Sud-Est (Alpes) et Sud-Ouest (Pyrénées).

Chain anciennes au-dessous de 2000 m : au centre (Massif Central), à l'est (Vosges et Jura).

Le littoral s'étend sur 1 600 km. A l'Ouest d'une ligne Pyrénées Vosges : plaines et bas plateaux, régions sédimentaires (Bassins parisien et aquitain) et massifs anciens très érodés (Massif Armoricaïn et Ardennes). A l'Est de cette ligne : relief plus élevé et accidenté où s'ouvrent bassins et vallées (plaines d'Alsace et de la Saône, vallée du Rhône).

Première puissance agricole d'Europe : SAU de 320 000 km<sup>2</sup>.

Régions céréalières : plaines et plateaux du Bassin parisien (Beauce, Brie, Champagne), bassins sédimentaires de l'ouest et du sud-ouest (blé, maïs).

Plantes sarclées (pommes de terre, betteraves) : Nord, Picardie.

Régions d'élevage : Normandie et Alpes du nord (terres humides), Massif Central.

Fleuves. La Garonne : 647 km. La Loire : 1 012 km. Le Rhône : 812 km. La Seine : 776 km.

Le Rhin : 190 km (en France).

## Politique

République, démocratie parlementaire, régime présidentiel. J. Chirac, élu pour cinq ans au suffrage universel direct. Premier ministre, nommé par le président, est responsable devant l'Assemblée : Dominique de Villepin. Assemblée nationale : 577 députés élus pour cinq ans.

Sénat : 317 sénateurs élus pour neuf ans au suffrage indirect, renouvelés par tiers tous les trois ans.

Langue parlée : français.

## Economie

Energie électronucléaire : 370 milliards de kw/h.

L'agriculture est la plus importante de la CEE : 30 millions de tonnes de blé et 6 millions de tonnes de vin. Elevage : 20 millions de bovins et 10 millions de porcins.

Balance agricole en excédent de 5 à 7 milliards de \$.

L'économie présente plusieurs dominantes : une inflation maîtrisée, un commerce extérieur lourdement déficitaire en 2005, un chômage touchant 10 % de la population active, des prélèvements fiscaux et sociaux parmi les plus importants d'Europe, une industrie qui souffre d'une insuffisance de compétitivité, un secteur tertiaire trop important.

Points forts industriels : agroalimentaire, automobile, travaux publics, aéronautique, recherche spatiale, services informatiques, télécommunications.

Monnaie : l'Euro.

## Synthèse économique

**Population (officielle) : 61,5 millions (04). Estimée : 65 millions.**

**De 0 à 14 ans : 19 % ; 65 ans et plus : 15,4 %**

**Croissance démographique : 0,5 %. Indice de fécondité : 1,7 enfant par femme.**

**Espérance de vie : 78 ans. Analphabétisme (en %) : 10 % (estim.)**

**PNB 04 (1) : 1 523 Mds \$. PNB 98 : 1 467 Mds.**

**PIB (05) : 1 677 Mds \$. (1<sup>er</sup> trim.)**

**Croissance annuelle du PIB : 02 (1,1 %), 03 (0,5 %), 04 (2,1 %), 05 (2 %) .**

**PIB 98 par habitant en PPA : 24 770 \$. (PPA : Parité de pouvoir d'achat)**

**Taux de chômage : 12,5 % (97), 11,8 % (98), 11,1 % (99), 9,8 % (04).**

**Taux d'inflation : 1,8 % (03), 0,7 % (98), 0,8 % (99).**

**Taux d'épargne des ménages : 04 (15,4 %).**

**Prélèvements : 44,5 % du PIB (50 % en comprenant le déficit budgétaire).**

**Structure du PIB 93 en %:**

**- agriculture : 4 % - industrie - 25 % - services : 71 %.**

**Epargne nationale brute : 20 % du PIB (97).**

**Montant des exportations (1) : 390 Mds\$ (02), 456 Mds \$ (03), 521 Mds \$ (04).**

**Montant des importations (1) : 363 Mds\$ (02), 435 Mds \$ (03), 509 Mds \$ (04).**

**Dettes publiques brutes : 04 (65 %), 97 (57 %), 98 (58,2 %). Voir observation.**

**Déficit public (% du PIB) : 05 (3 %), 04 (3,7 %), 03 (4,1 %), 02 (3,3 %).**

**Balance des opérations courantes (1) : + 7,1 Mds \$ (03), + 3,4 Mds\$ (04).**

**Capitalisation boursière : 1 178 Mds Euro (janvier 2005).**

**Production d'énergie : 130 Millions de TEP (2).**

**Consommation d'énergie par habitant : 4,3 TEP (2).**

**Indice de développement (3) : 65 (satisfaisant).**

**Qualité des statistiques : fiable.**

(1) en milliards de \$. Important déficit commercial en 2005 : (11,5 Mds Euro au 1<sup>er</sup> semestre.

(2) TEP : Tonne Equivalent Pétrole.

(3) Suisse : indice 100. (92)

Observation : Les chiffres définitifs de la dette brute de la France fait l'objet d'estimations divergentes de la part de la Commission européenne et de l'OCDE.

Sources : chiffres, prévisions et perspectives OCDE décembre 2004.

**Données nationales. Budget 2004 : 1 648 Mds euros. SMIC : 7,61 euros/heure.**

**Indice des prix : 112,5 en avril 2005 (base 100 en 1998).**

**Taux de base bancaire : 6,60 %. Capitalisation boursière : 1 158 Mds d'euros (mai 2005).**

## Le déclin socio-économique français

**Le niveau de vie des ménages** (source Le Monde économie du 21/06/05)

**Revenu annuel par personne après impôts et prestations sociales en 2001**

- **90 % des personnes avaient un revenu inférieur à 26 430 euro.**
- **60 % des personnes avaient un revenu inférieur à 16 170 euro.**
- **30 % des personnes avaient un revenu inférieur à 11 500 euro.**

*« Aujourd'hui rien ne garantit à un fils de cadre moyen de dépasser ou même de parvenir à la même situation que son père ».*

*« Les voies de la réussite sont aujourd'hui limitées en France, en particulier pour les détenteurs de capital culturel qui ont tendance à s'exiler ».*

### **Pourquoi cet affaïssement ?**

Le niveau des prélèvements sociaux et fiscaux (six points de PIB au-dessus de la moyenne européenne), paralyse l'investissement et par voie de conséquence l'emploi.

Alain Lambert, ministre de l'économie dans le gouvernement Raffarin, avait signalé le fait, mais sans en tirer les conséquences.

Thierry Breton, son successeur, tire aussi la sonnette d'alarme en analysant un autre indicateur : la croissance continue de la dette publique depuis 25 ans et ses conséquences. Elle a presque doublé en dix ans pour atteindre 1 100 milliards d'Euro en 2005 (64,7 % du PIB), avec des intérêts à payer annuellement qui équivalent à l'impôt sur le revenu. Que dit le ministre ?

*« Si on ne fait rien, la dette doublera tous les cinq ans... Notre modèle social, nous le finançons à crédit... On a fait croire aux Français que l'on pouvait travailler moins et avoir un système plus protecteur, ce n'est pas vrai ».*

La Banque de France sonne elle aussi le tocsin en signalant trois risques.

*1 « En France, la croissance des exportations est moindre que celle observée dans d'autres pays comme l'Allemagne, alors que les importations sont plus fortes que chez certains de nos voisins ».*

*2 « La hausse des prix de l'immobilier : le taux d'endettement des ménages connaît une forte hausse depuis plusieurs années... Prudence face aux conséquences d'une remontée des taux à long terme et à un retournement prononcé des prix des logements ».*

*3 « Le poids de la dette publique : les recettes ponctuelles et non renouvelables ne peuvent fournir que l'illusion de 'amélioration et ne résolvent en rien les déséquilibres structurels ».*

Malheureusement, tous les clignotants sont actuellement au rouge. La France a besoin d'une croissance de 3 %, mais comment l'obtenir sans réformes profondes ? Elle a voté non au référendum en constatant que l'Europe ne lui rien rapporté personnellement depuis 20 ans. Le journal les Echos dans son éditorial du 22 juin résume bien le dilemme sous le titre « *Un bon diagnostic... et demain les remèdes* » ?. Et il pose bien les questions :

*« Le plan d'urgence sur l'emploi ne s'est pas accompagné d'un plan d'urgence sur l'économie. Quid de la place et du rôle de l'Etat et des fonctionnaires ? Quid de l'évolution de la fiscalité , Quid de la politique industrielle » ?*

La réflexion géopolitique oblige à répéter que jamais les bons sentiments, avec l'étendard du moralisme comme programme, ne peuvent servir longtemps de politique. L'Histoire, froide et sélective, ne retient que ce qui réussit. Les hommes politiques de 1940 annonçaient aux Français qu'ils vaincraient, car ils étaient les plus forts. On sait ce qu'il en advint. La leçon devrait être comprise.

### **Evolution sociologique** (en pourcentage de la population active)

	<b>Cadres supérieurs</b>	<b>Ouvriers</b>	<b>Employés</b>
<b>1954</b>	<b>5 %</b>	<b>38 %</b>	<b>18 %</b>
<b>2002</b>	<b>15 %</b>	<b>25 %</b>	<b>30 %</b>

### **La France fracturée**

(N. Baverez, Les Echos du 24 mai)

**Il est étonnant de lire une analyse aussi sévère de la politique de J. Chirac et de JP. Raffarin dans un journal connu pour sa pondération.**

**Signalons les passages suivants :**

*« Acte sera définitivement pris de l'échec cinglant du gouvernement de Jean Pierre Raffarin dont l'indécision, la pusillanimité et la veulerie laissent la France en état de comas dépassé : décentralisation bâclée, Etat aboulique et ruiné, double déficit public et commercial, un chômage de masse et une accélération de l'exclusion ».*

*« Sous la faillite du quinquennat, pointe le vide abyssal d'une décennie d'exercice du pouvoir de Jacques Chirac à la tête de l'Etat. Il s'est constamment défaussé de la mission prioritaire de moderniser le pays pour se complaire dans des mandats de confort, tout entiers guidés par sa survie personnelle au détriment de l'intérêt supérieur de la nation ».*

*« Avec pour épilogue, le référendum qui met aux prises un chef d'Etat sans foi ni loi et des citoyens contaminés par son nihilisme ».*

**La sociologie française vue par Gérard Mermet**  
**(Les Echos du 8 juillet 2005)**

Gérard Mermet voit une société française qui a décroché du peloton européen avec une myopie qui empêche de voir ce qui se passe hors des frontières.

*« Le groupe central de la classe moyenne est en train d'implorer. Les Français ont choisi sans ambiguïté le principe du plaisir au détriment du principe de réalité ».*

*« La France déprime... on pourrait dire qu'elle est dans une situation prérévolutionnaire, un mécontentement général, un retard qui s'accroît... une absence de projet collectif, une relation difficile avec les élites susceptible de provoquer un mouvement social brutal ».*

*« Je ne prédis pas une explosion sociale et je ne la souhaite pas. Mais je dis qu'elle n'est pas improbable ».*

*« Le discours populiste pèse assez lourd dans la société française, il laisse le champ libre à celui qui proposerait demain le » grand soir » expliquant qu'il suffit de prendre aux riches pour donner aux pauvres et de s'isoler du monde afin de résoudre nos problèmes ».*

*« Le seul projet national semblait être d'organiser les jeux olympiques en 2012... mais cela aurait été de toute façon très insuffisant ».*

## **L'analyse de l'IRIESS sur l'état de la France**

**Nous rappelons que l'analyse géopolitique se veut une discipline objective.**

**Concernant la France, elle n'échappe pas et ne peut échapper aux règles de l'économie. Si le chômage mine le moral de la nation, il faut en analyser les causes puisque d'autres pays développés comme l'Angleterre, les USA, le Japon, la Suisse, etc... ignorent ce fléau.**

**La France n'est un modèle pour personne. Un signe ne trompe pas : les élites émigrent, plus de 18 000 par an. Il faut expliquer aux citoyens que 25 ans de déficits cumulés et des taux de prélèvements records n'ont pas endigués le sous-emploi : en cette rentrée 2005, il est fort à craindre que la gamme des expédients possibles soit désormais épuisée et ce n'est certainement pas le nouveau contrat de travail pour les TPE qui peut résoudre un problème d'une toute autre dimension.**

**Effectuer un recensement exhaustif de la population, connaître la vérité économique, réduire les prélèvements d'un point par an durant la législature : tels sont les axes du redressement et il n'en existe pas d'autre.**

## **Défense (France)**

**Budget** (1) : 35 Mds \$.

**Effectifs.** 259 000 hommes. Réservistes : 340 000 h.

Armée de terre : 137 000 h. Aviation : 64 000 h. Marine : 44 000 h. Forces stratégiques : 15 000 h.

Gendarmerie : 91 800 h.

### **Matériels.**

#### **Missiles nucléaires stratégiques.**

Sous-marins nucléaires lanceurs de missiles balistiques : 4 armés chacun de 16 missiles.

Missiles air-sol nucléaires (ASMP) : 30 Mirage 2000.

#### **Terre.**

Chars : 610 chars environ. 1 500 blindés de reconnaissance. 370 Leclerc.

Véhicules blindés : environ 4 000 VAB transports de troupe.

Artillerie automotrice : 253 AUF-1 de 155 mm et 61 MLRS (lance-roquettes multiples).

Hélicoptères : 420 dont 370 d'attaque. Missiles anti-chars : 1 400 Milan ; 700 Eryx ; 135 VAB équipés de HOT. Missiles anti-aériens : 69 Hawk, 180 Roland, ; 330 Mistral.

#### **Air.**

Avions de combat (principaux) : 480 dont 40 Mirage F-1B et 72 Mirage 2000-N, 110 Jaguar, 155 Alpha-Jet.

#### **Mer.**

Sous-marins nucléaires d'attaque : 6 Rubis avec torpilles lourdes et missiles Exocet.

Porte-avions classiques : 1 (Charles de Gaulle)

Croiseurs : 1 Jeanne d'Arc, porte-hélicoptères. Destroyers : 4 équipés d'Exocet et de torpilles, dont 2 avec un hélicoptère Lynx. Frégates : 36 dont 10 avec 2 hélicoptères Lynx.

Avions de reconnaissance maritime : 16 Atlantic.

#### **Transports aériens et maritimes.**

- Aériens : quatre DC-8, 12 C-130, 11 C-135 (citerne), 76 -160, huit CN-235-M, 24 N-262, 20 Falcon, environ 100 hélicoptères.

- Maritimes : 9 navires amphibies.

### **Déploiements.**

Allemagne : 15 000 hommes. Nouvelle-Calédonie : 3 900 h. (territoire français).

République centrafricaine : 1 300 h. Djibouti : 3 900 h. Gabon, Côte d'Ivoire,

Sénégal : 1 800 h. Bosnie et Croatie (Forpronu) : 5 600 h.

### **Indice de puissance militaire : B2**

La France se présente comme une grande puissance de deuxième rang .

## **Equipements des armées en 2002.**

### **Dissuasion nucléaire.**

4 sous marins nucléaires lance-engins dont 3 nouvelles génération.

2 lots de missile TN 75.

Mirages 2000 N et Super Etandart avec missiles moyenne portée

### **Espace;**

4 satellites de télécommunication 2ème génération

### **Moyens inter-armées.**

Un bâtiment de renseignement.

2 avions Hercules. 1 avion Transall rénové. 4 hélicoptères adaptés.

### **Terre.**

420 chars lourds dont 250 Leclerc. 350 chars légers (120 reconstruits). 1 235 véhicules de l'avant blindé. 208 canons et 48 lances roquettes multiples (MLRS). 168 hélicoptères en ligne. 380 batteries sol-air.

### **Marine.**

1 porte avion nucléaire avec des Rafales. Le Foch en sommeil. 58 avions embarqués.

6 sous marins nucléaires d'attaque. 5 transport de chars dont 1 porte hélicoptère.

4 frégates anti-aériennes, 8 frégates anti-sous-marines. 14 frégates de 2ème rang et 14 bâtiments anti-mines. 2 avions radar Hawkeye. 22 avions de patrouille marine. 40 hélicoptères de combat.

### **Air.**

360 avions de combat (dont Mirage 2 000 D et 2 000-5). Missiles de croisière Apache.

80 avions de transport tactique ancienne génération.

4 transports à long rayon d'action. 14 avions ravitailleurs. 6 Tansall. 4 Awacs. 1 DC 8 Sarigue.

86 hélicoptères.

**Gendarmerie :** 280 véhicules. 55 canons. 25 vedettes. 42 hélicoptères. 3 600 camionnettes tactique réseau Rubis. 97 groupements équipés.